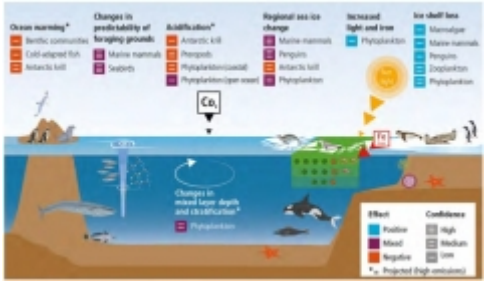
Le GIEC remet la synthèse de son cinquième rapport et livre ses recommandations aux décideurs

14 novembre 2014

Après la parution de trois importants volets en 2013 et début 2014 (respectivement sur les phénomènes physiques, les impacts, vulnérabilités et l'adaptation, et l'atténuation du changement climatique – voir les billets correspondants sur ce blog), le GIEC vient de livrer la synthèse définitive de son cinquième rapport. Ce document servira de base scientifique et économique aux négociations internationales sur le climat, à Lima en décembre puis à Paris l'an prochain (COP21).



La synthèse des experts du GIEC confirme plusieurs conclusions déjà présentes dans les précédents rapports. Le niveau de confiance est toutefois plus important et le message plus alarmant. Le réchauffement du climat est maintenant certain : augmentation de la température moyenne du globe de 0,85°C depuis la fin du XIXe siècle, moindre quantité de neige et de glace, et élévation du niveau des océans. Les événements extrêmes (vagues de chaleur ou de froid, précipitations intenses) se sont multipliés depuis les années 1950. Il est quasiment certain que la principale cause du changement climatique est l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'origine anthropique depuis la « révolution industrielle », et dont le niveau n'a jamais été si élevé. Les concentrations atmosphériques des principaux GES (CO_2, CH_4 et N_2O) sont même sans précédent depuis 800 000 ans. Sans réduction des émissions, les évolutions climatiques devraient se poursuivre voire se renforcer au cours du siècle (intensification très probable des épisodes de canicule, etc.), amplifiant les risques pour les systèmes humains et naturels, en particulier les plus vulnérables. Le risque de changements irréversibles s'accroît d'ailleurs avec l'ampleur du réchauffement. Une augmentation de la température de plus de 4°C menacerait par exemple sérieusement la sécurité alimentaire mondiale.

Pour contenir la hausse de température moyenne en deçà de 2°C d'ici la fin du siècle (par rapport à l'ère pré-industrielle), les efforts de réduction des émissions devront être considérables, avec une baisse de 40 à 70 % d'ici à 2050 (par rapport à 2010) et un niveau proche de zéro à l'horizon 2100 (voire négatif, ce qui signifierait un stockage net de carbone). L'atténuation et l'adaptation devront en outre être pensées conjointement : pour cela, selon les experts, seront nécessaires une gouvernance et des institutions efficaces, des modes de vie plus durables et un soutien aux innovations et investissements pour des technologies décarbonées. Tous ces efforts auraient évidemment un coût, mais bien moindre que celui de l'inaction et des dégâts associés. D'après les calculs des économistes du GIEC, une politique climatique ambitieuse au niveau mondial n'aurait qu'un très faible impact sur la croissance : « cela correspond à une réduction annuelle de 0,04 % à 0,14 %, avec comme valeur médiane 0,06 %, par rapport à une croissance de la consommation comprise entre 1,6 % et 3 % par an ».

Noémie Schaller, Centre d’études et de prospective

Source : IPCC